

[EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE]

Les logiques contradictoires de l'état actuel du territoire traversent tous les acteurs et parfois les écartèlent, qu'ils soient institutionnels ou usagers individuels du secteur, résidents ou travailleurs, agents du port, salariés de l'industrie ou citoyens de l'une des communes de l'ouest de l'étang de Berre.

Le schéma spatial issu de l'étude n'est qu'une hypothèse de décryptage et d'acceptation de ces incohérences qui est proposé comme plate-forme de commencement de débat à tous les partenaires territoriaux du port. Elle s'est volontairement cantonnée à une réorganisation formelle des fonctions portuaires et industrielles dans un espace maîtrisé sur le plan foncier sans autre intervention à l'extérieur des « frontières » de la ZIF qu'une prise en compte des logiques en place dans le territoire.

Cet outil foncier doublé d'un outillage technique exceptionnel mais inachevé (les darses, les réseaux) semble en effet avoir figé un appareillage inappropriable en l'état par des logiques humaines plus complexes et aléatoires qui mixent l'économique avec le symbolique, le réel objectif avec les représentations, l'urbain avec le naturel, et qui cherchent en dernière analyse à travers la notion de développement durable, le sens à donner à la présence de l'homme sur la terre en général et précisément sur cette portion-là de la terre en particulier en assumant le passé.

Les ambitions du « projet global » FOS 2020 ne pourront être développées que grâce à une organisation appropriée.

Le seul plan de masse réactualisé, malgré toutes les bonnes énergies qui auront été déployées par les concepteurs et comités de pilotage pour l'élaborer, mourra de sa belle mort, et ses ambitions avec, s'il n'est pas porté et animé par une structure taillée pour cette aventure ! Une structure d'envergure intercommunale, voire régionale, qui dépasse les strictes compétences du Port, et qui soit le reflet d'une politique mobilisant toutes les énergies à l'échelon régional

Cette étude préalable ouvre ainsi le champ pour un vrai dialogue partenarial qui nécessitera la création d'un groupe de travail mobilisant l'ensemble des décideurs techniques, politiques, économiques... par thème et par secteur, pour assurer un suivi de la réflexion et préparer les conditions politiques de l'action.

C'est à cette condition que le schéma commencera à vivre réellement.